



République Démocratique du Congo

Q4 Deep Dive Report

Octobre à Décembre 2025

Tendances et analyses

16 Janvier 2025

Table des matières

Résumé exécutif	2
Contexte	2
Retours d'information sur la plateforme ouverte	3
Localisation	4
Démographie	6
Genre	6
Âge	6
Personnes vivant avec un handicap	7
Catégories de retours d'information	9
Préoccupations	10
Demandes d'assistance	11
Opinions et suggestions	12
Remerciements	14
Retours sensibles	17
Nombre et profil démographique	17

Résumé exécutif

Au cours de ce trimestre, Loop a reçu 489 retours via sa plateforme web en RDC entre octobre et décembre 2025, dont 46 ont été classés comme sensibles. La majorité des retours provenaient des provinces de l'est touchées par les conflits (notamment le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri et Kinshasa), reflétant l'insécurité persistante, les déplacements, l'accès limité aux services et les défis en matière de gouvernance.

Les retours portaient sur une variété de sujets : préoccupations et plaintes (52 %), demandes d'assistance (21 %), suggestions et avis (19 %) et messages de remerciement (8 %). Les communautés ont régulièrement signalé des problèmes liés à l'insécurité, aux services de santé et d'éducation perturbés, aux conditions de logement et d'eau, assainissement et hygiène (WASH) précaires, aux difficultés économiques et à une gouvernance faible, notamment les salaires impayés, les défaillances des services et les obstacles administratifs. Parallèlement, elles ont reconnu des interventions positives, telles que les campagnes de santé, le soutien aux moyens de subsistance, les mesures de paix et de sécurité, et la réouverture des écoles.

Sur le plan démographique, les retours provenaient principalement d'adultes âgés de 30 à 59 ans, avec une légère majorité d'hommes (57 %) par rapport aux femmes (42 %), et comprenaient des personnes déplacées internes (11 %) ainsi qu'une faible proportion de personnes en situation de handicap (1 %). Les rapports sensibles ont mis en évidence des préoccupations aiguës en matière de protection et de droits humains, incluant menaces, violences et discriminations.

Dans l'ensemble, les communautés ont souligné le besoin d'une aide humanitaire plus accessible et équitable, d'un renforcement de la gouvernance, d'une amélioration de la prestation des services publics et de solutions durables face à l'insécurité, aux lacunes infrastructurelles et aux vulnérabilités sociales.

Contexte

Depuis l'intensification du conflit en République démocratique du Congo en 2025, plusieurs organisations nationales ont sollicité l'appui de Loop afin de pouvoir écouter les communautés à distance. Parmi elles, [Action for Peace and Liberty](#) (APL), une organisation de la société civile nationale composée majoritairement de bénévoles, a choisi d'utiliser Loop dans ses activités de terrain.

Le personnel et les volontaires d'APL collectent directement les retours des communautés lors de leurs activités régulières de suivi et d'engagement communautaire. Avec le consentement des membres de la communauté, ces retours sont transmis via la plateforme web de Loop, en veillant à ce que seules les informations autorisées au partage soient envoyées. Actuellement, APL utilise les

canaux Web et WhatsApp de Loop en français, ce qui lui permet de porter les besoins et préoccupations des communautés auprès d'un public plus large.

Loop ne dispose actuellement d'aucun financement confirmé pour la RDC et n'est donc pas en mesure d'ajouter des canaux de remontée plus accessibles (comme la voix) ni d'étendre les langues disponibles (swahili congolais et autres langues locales).

Loop cherche activement à mobiliser des financements auprès des ONG internationales, des bailleurs institutionnels et des organisations environnementales afin de pouvoir se déployer davantage en RDC. Une organisation nationale hôte solide a été identifiée et des accords de partenariat sont en cours d'établissement. Par ailleurs, l'intérêt se maintient de la part de [FONGI](#), le forum national des ONG internationales (y compris le groupe de travail Mutualisation), de [CONAFOHD](#), un réseau national d'ONG, ainsi que du Congo Cash Consortium (CCC). APL continue de jouer un rôle moteur dans ce soutien, en assurant une promotion active du service Loop Lite (canaux WhatsApp, Web et français) dans le cadre de son travail plus large en République démocratique du Congo.

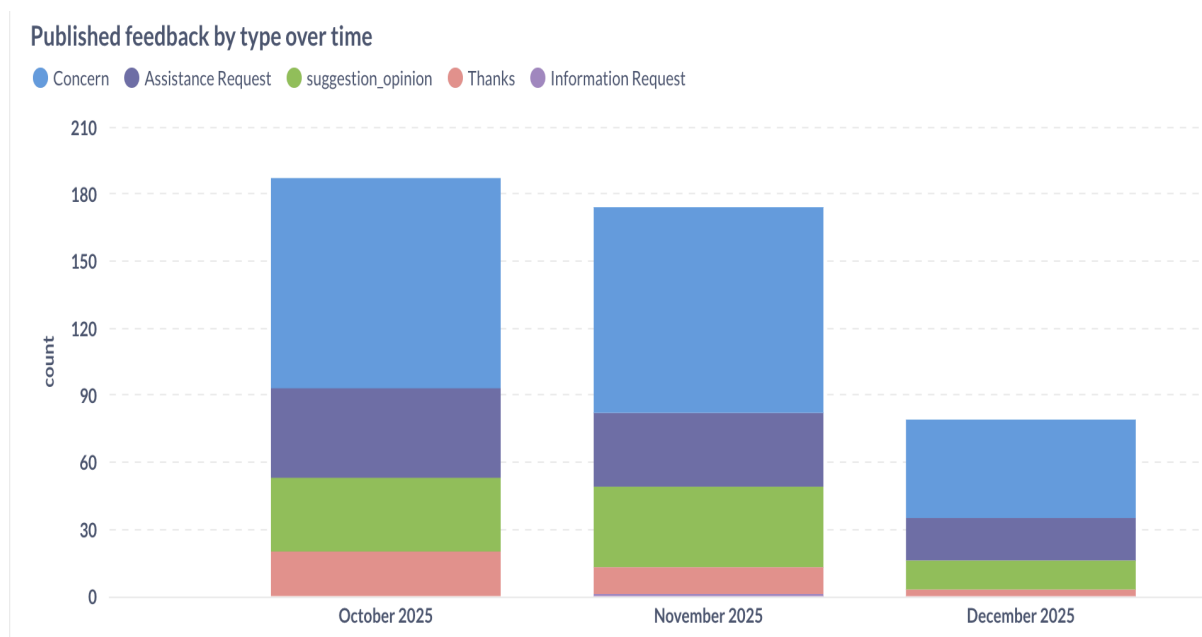
Une [enquête](#) menée en 2025 auprès des ONG nationales et internationales a montré que 61 % des ONG nationales (76 sur 124) et 17 % des ONG internationales (3 sur 17) déclaraient **ne pas disposer de mécanisme de retour d'information** permettant d'engager les communautés à distance. Beaucoup reconnaissent l'importance de tels mécanismes, mais évoquent le manque d'outils, de financements ou de capacités comme principaux obstacles. Par ailleurs, 68 % des ONG nationales (72) et 2 ONG internationales ont indiqué **ne pas disposer de mécanisme de plainte** permettant aux communautés de signaler leurs préoccupations de manière sûre et directe. Enfin, 50 % des ONG nationales (62) et 1 ONG internationale ne disposaient ni d'un mécanisme de retour d'information ni d'un mécanisme de plainte.

« Nous apprécions énormément cette initiative, d'autant plus que de nombreuses organisations nationales comme la nôtre ne disposent pas de leurs propres mécanismes de plainte ou de retour d'information. » ONG congolaise

Retours d'information sur la plateforme ouverte

D'octobre à décembre, Loop a reçu et traité 489 retours via le canal Web provenant de la RDC. 373 retours ont été publiés sur notre plateforme ouverte, 46 ont été signalés comme sensibles et 70 ont été rejetés.

Figure 1: Évolution des retours publiés dans le temps



Localisation

Les retours proviennent de 23 provinces de la RDC, avec cinq rapports supplémentaires ne précisant pas de province.

Parmi les 373 retours, la majorité provient du Nord-Kivu (25 %), du Sud-Kivu (14 %), de Kinshasa (14 %) et de l'Ituri (13 %). D'autres provinces contribuent dans une moindre proportion : Maniema et Tanganyika (4 % chacun), Kasai et Kasai-Oriental (3 % chacun), Kongo-Central (3 %) et Kwilu (2 %), tandis que plusieurs autres provinces n'enregistrent chacune que cinq retours ou moins.

Bien que de nombreux thèmes des retours se retrouvent dans plusieurs provinces, certaines régions connaissent des dynamiques de crise distinctes qui influencent fortement la nature des retours.

Les retours de la province du **Kasai (Bulape, Ilebo, Kamonia, Dekese, Mweka)** ont été fortement influencés par l'épidémie d'Ebola. Les membres de la communauté évoquaient fréquemment la peur, les restrictions prolongées et l'impact social de l'épidémie, tout en exprimant un soulagement à l'approche de sa fin. Les retours ont souligné l'importance de maintenir la vigilance, l'engagement communautaire et la préparation sanitaire, ainsi que les défis persistants tels que la stigmatisation des survivants, les difficultés d'accès à la vaccination dans les zones reculées et le besoin d'investissements soutenus dans les services de santé et d'EHA pour prévenir de futures épidémies.

Les retours de **Matadi (Kongo Central)** et de **Katanda (Kasaï-Oriental)** révèlent de fortes préoccupations concernant la tenure foncière, la sécurité du logement et les conflits liés à la terre. Les membres de la communauté expriment la peur de perdre des maisons construites sans documentation formelle, des difficultés à accéder aux procédures administratives et une anxiété face aux démolitions et aux processus d'enregistrement foncier. D'autres mettent en évidence les impacts à long terme des conflits fonciers sur les moyens de subsistance, l'agriculture et la protection de l'environnement.

Dans le **Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri**, les retours sont largement influencés par le conflit et les déplacements. Les communautés décrivent des mouvements de population répétés, la perte de moyens de subsistance et de biens, et de graves perturbations des services de base. Les demandes et préoccupations portent sur la protection, l'accès aux soins malgré l'insécurité, la continuité de l'éducation et l'assistance aux familles déplacées.

Que disent les habitants du Sud Kivu?

Les retours proviennent principalement de : Mwenga (23 %), Shabunda (15 %), Uvira (12 %), Bukavu et Kalehe (10 % chacun), Kabare et Walungu (8 % chacun) et Fizi (6 %).

Les communautés font face à de multiples défis : insécurité, tensions intercommunautaires, effets persistants des conflits armés, difficultés économiques, écoles et infrastructures endommagées. Dans les hauts plateaux et à Uvira, les habitants craignent des attaques armées et une possible escalade régionale.

De nombreuses écoles restent fermées ou endommagées. Les services essentiels (santé, transport, administration) sont limités ou inaccessibles. Les établissements médicaux manquent de médicaments et d'équipements, les campagnes de vaccination rencontrent des difficultés logistiques, et beaucoup de familles ne peuvent pas se permettre les soins, augmentant la vulnérabilité aux épidémies comme le choléra et la rougeole.

Les populations déplacées et sinistrées vivent dans des conditions précaires : abris temporaires, écoles ou chez des proches, exposées aux intempéries, à l'insalubrité et à la malnutrition. Les groupes vulnérables – enfants, femmes enceintes et personnes âgées – sont particulièrement à risque. Les populations retournées retrouvent souvent leurs maisons détruites ou dangereuses.

Les communautés demandent une assistance urgente : abris sûrs, nourriture, soins de santé et protection. Elles appellent aussi à un renforcement de la sécurité, à la reconstruction rapide des écoles et centres de santé, à un meilleur accès aux marchés et transports, et au soutien des moyens de subsistance pour réduire la vulnérabilité et restaurer la normalité.

Démographie

Genre

Ce trimestre, 42 % (155) des retours soumis proviennent de femmes et de filles, 57 % (213) d'hommes et de garçons, et 1 % (5) ne précise pas leur genre.

Dans presque toutes les tranches d'âge, ce sont les hommes qui soumettent le plus de retours, à l'exception des auteurs âgés de 18 à 29 ans, où les femmes sont majoritaires, représentant 58 % des contributions dans cette catégorie.

Âge

Concernant l'âge des auteurs, 65 % (243) des retours proviennent d'adultes de 30 à 59 ans, suivis de 16 % (59) de jeunes de 18 à 29 ans, 4 % (15) de personnes âgées de 60 ans et plus, et 1 % (2) d'adolescents de 14 à 17 ans, indiquant une participation limitée des plus jeunes. Notons que 14 % (54) des répondants n'ont pas précisé leur âge, ce qui suggère que la part réelle des différentes tranches d'âge, en particulier parmi les jeunes et les personnes âgées, pourrait être légèrement plus élevée.

Que disent les jeunes?

Les jeunes de 14 à 29 ans à travers la RDC expriment leurs préoccupations concernant leur sécurité quotidienne, leurs perspectives d'avenir et celles de leurs communautés.

Dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri et le Kasaï, beaucoup signalent la peur des groupes armés, des attaques et des inondations, qui perturbent leur vie quotidienne et les empêchent parfois d'aller à l'école, de travailler ou d'accéder aux services de base. Les déplacements, les écoles endommagées et des infrastructures limitées constituent également des obstacles à l'éducation, tandis que l'accès restreint aux soins de santé, à l'eau potable et à la vaccination rend les enfants et les jeunes particulièrement vulnérables.

Les difficultés économiques figurent également parmi les préoccupations majeures. Les jeunes agriculteurs, commerçants, conducteurs de moto-taxis et travailleurs informels décrivent des pertes de revenus liées à l'insécurité, aux problèmes de transport et aux catastrophes naturelles, et s'inquiètent du manque d'opportunités pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Les expériences varient selon le genre. Les jeunes femmes mettent en avant le harcèlement en ligne et d'autres défis liés au genre qui affectent leur sécurité et leur dignité, tandis que les jeunes hommes soulignent surtout l'impact de l'insécurité et des difficultés économiques, certains demandant un soutien structuré pour les moyens de subsistance et l'engagement civique.

Malgré ces contraintes, de nombreux jeunes à Rutshuru, Bunia, Kabare, Kinshasa, Bukavu, Kolwezi et Mambasa participent activement à des initiatives communautaires, telles que la plantation d'arbres, la reforestation et les activités d'assainissement, montrant leur volonté de contribuer à l'amélioration des conditions de vie locales.

«Reboiser, c'est plus qu'une action, c'est notre responsabilité envers les générations futures. Si nous plantons aujourd'hui des arbres, nous participons à la lutte contre le réchauffement climatique et nous assurons un avenir plus sain pour notre pays. J'encourage mes amis et tous les jeunes à prendre des initiatives concrètes, même dans nos quartiers, pour que chacun fasse sa part.»

Cédric, 21 ans, Kinshasa

« Quand les casques bleus ont réhabilité une partie de la route et organisé leurs activités pour nous j'ai senti la foi. Ici, avec la guerre on voit surtout des armes et des gens qui fuient. Ce jour-là, j'ai joué, j'ai dessiné et j'ai même reçu des cahiers. Ça m'a rappelé qu'on peut encore penser à l'école malgré tout. Et la route qu'ils ont arrangée aide beaucoup : maintenant même les motos arrivent jusqu'à notre quartier. J'aimerais vivre dans un endroit où on n'a plus besoin d'être protégé tout le temps. »

Eliezer, 16 ans, Bunia

« Les harcèlements en ligne sont réels ce que j'ai vécu ce n'est pas juste un problème de commentaires méchants. On m'a harcelée tous les jours, on m'a inventé des choses, on a fait circuler mon nom dans des groupes. Je sortais de la maison avec la peur de croiser quelqu'un qui avait vu ces messages. (...) Beaucoup de filles vivent ça mais personne ne nous prend au sérieux. Je demande vraiment aux organisations qui travaillent sur le numérique et les droits des femmes de venir nous soutenir de créer des espaces sécurisés de nous accompagner juridiquement et psychologiquement.»

Huguette, 26 ans, Rutshuru (Nord Kivu)

«Chaque matin, je marche longtemps pour venir à l'école mais souvent on ne fait pas cours parce qu'il n'y a plus de toit. Quand il fait chaud on reste dehors et quand il pleut on rentre à la maison. J'aimerais apprendre pour devenir médecin mais parfois je me dis que ce sera difficile si on continue comme ça.»

Safari, 16 ans, Rutshuru (Nord Kivu)

Personnes vivant avec un handicap

Sur les 373 retours reçus, seulement 1 % (5) proviennent de personnes vivant avec un handicap, ce qui représente une part très faible du total. Quatre de ces retours viennent du Nord-Kivu (Goma, Beni, Nyiragongo) et un du Sud-Kivu (Uvira). La majorité des auteurs de retours (4 sur 5) présentent des déficiences physiques, tandis qu'un auteur évoque des difficultés liées aux soins personnels. Les femmes sont légèrement plus nombreuses (3 femmes et 2 hommes) et la plupart des auteurs de retours (4 sur 5) ont entre 30 et 59 ans, ce qui indique que les retours proviennent principalement d'adultes en âge de travailler.

Les retours des personnes vivant avec un handicap mettent en évidence la discrimination, l'exclusion sociale et des conditions de vie difficiles. Ils décrivent des obstacles quotidiens qui limitent leur pleine participation à l'éducation, au travail et à la vie communautaire, en soulignant les attitudes négatives, la stigmatisation et le manque de respect de leurs droits.

Certains retours signalent également des défis environnementaux et humanitaires concrets, qui ont un impact direct et disproportionné sur cette population : accès limité aux infrastructures, mauvaises conditions sanitaires et de drainage, inondations et perte de logement après de fortes pluies. Ces conditions restreignent la mobilité, augmentent les risques pour la santé et la sécurité, et réduisent la capacité des auteurs de retours à se protéger ou à se remettre d'un choc. Par ailleurs, les difficultés de mobilité et d'autonomie liées à une maladie ou à une blessure, combinées à ces

obstacles environnementaux, renforcent la dépendance et compromettent leur dignité et leur autonomie.

« Dans mon école et dans mon quartier on nous regarde toujours différemment. Quand je parle ou que je propose une idée, on me répond souvent : «Toi tu n'es qu'une handicapée que peux-tu bien dire ? » Cela fait mal et décourage beaucoup d'entre nous. Nous voulons juste être traitées avec respect et avoir les mêmes chances que les autres filles. On espère que le gouvernement et les communautés vont vraiment écouter nos voix et agir pour mettre fin à ces discriminations. »

Abigael, 18 ans, Beni

« Depuis que j'ai fait un AVC ma jambe gauche ne me porte plus bien. Quand il pleut les sachets plastiques bloquent les rigoles devant ma maison et l'eau entre parfois dans la pièce où je dors. J'ai du mal à me déplacer pour aller au marché. Parfois je me sens oubliée. Si les associations pouvaient nous aider à garder nos milieux propres et accessibles ce serait déjà une grande chose pour nous. »

Joséphine, 43 ans, Goma

Personnes déplacées internes

Sur les 373 retours reçus, 11 % (42) proviennent de personnes se déclarant déplacées internes. Les retours des personnes déplacées ont été principalement collectés au Nord-Kivu, en Ituri, au Sud-Kivu, au Tanganyika, au Kwilu, au Maï-Ndombe et à Kinshasa, ce qui montre que le déplacement affecte plusieurs provinces et que les besoins restent critiques tant dans les zones de conflit que dans les sites de déplacement.

Dans l'ensemble, les retours mettent en avant la violence armée, les déplacements répétés et la peur constante. De nombreuses personnes décrivent avoir fui sous les tirs, s'être cachées dans la brousse et avoir été déplacées à plusieurs reprises, ce qui entraîne une grande fatigue, une détresse psychologique et une incertitude face à l'avenir. Si certains indiquent se sentir relativement plus en sécurité après leur relocalisation et avoir accès à quelques services, la majorité continue de craindre de nouvelles attaques, de subir l'insécurité même sur les sites de déplacement et de s'inquiéter de la possibilité de ne jamais retourner chez eux.

Le manque d'assistance constitue une préoccupation centrale et récurrente. Beaucoup de personnes déplacées signalent n'avoir reçu aucune aide depuis leur arrivée, tandis que d'autres précisent que l'assistance reçue est largement insuffisante. Cette absence de soutien oblige certaines familles à dépendre fortement des communautés d'accueil ou de proches, qui disposent eux-mêmes de ressources très limitées et ne peuvent subvenir pleinement à leurs besoins ni à ceux des déplacés.

« C'est la deuxième fois que je prends la route pour échapper à la guerre. À chaque fois que je pense avoir trouvé un endroit calme, les combats reviennent derrière nous comme s'ils nous poursuivaient. Ici, personne ne nous a encore aidés depuis que nous sommes arrivés, pas même une ration. Nous dormons comme nous pouvons et on vit juste d'espoir mais l'espoir ne nourrit pas nos enfants. Je me demande combien de fois encore il faudra fuir avant qu'on puisse enfin respirer. »

Deshine, 45 ans, Walikale (Nord-Kivu)

« Cette vie de déplacé n'est pas facile. Chaque matin on nous demande de libérer les salles de classe avec toutes nos affaires même quand il pleut. Je garde mes enfants dans les bras pour qu'ils ne tombent pas malades mais nous n'avons nulle part où aller. Nous vivons comme ça depuis des semaines sans abri stable ni soutien. En tout cas qu'on pense à nous surtout aux petits qui n'ont aucune protection. »

Orthance, 36 ans, Masisi (Nord-Kivu)

Les conditions de logement sont extrêmement précaires. Les familles dorment dans des salles de classe, des bâtiments publics abandonnés, chez des familles d'accueil déjà surchargées ou sous des bâches endommagées. Elles sont souvent contraintes de quitter les salles de classe le jour et de dormir à même le sol la nuit. Ces situations instables les exposent à la pluie, au froid, aux maladies et à l'insécurité, tout en fragilisant leur dignité et leur capacité à prendre soin des enfants, des personnes âgées ou des personnes à besoins spécifiques.

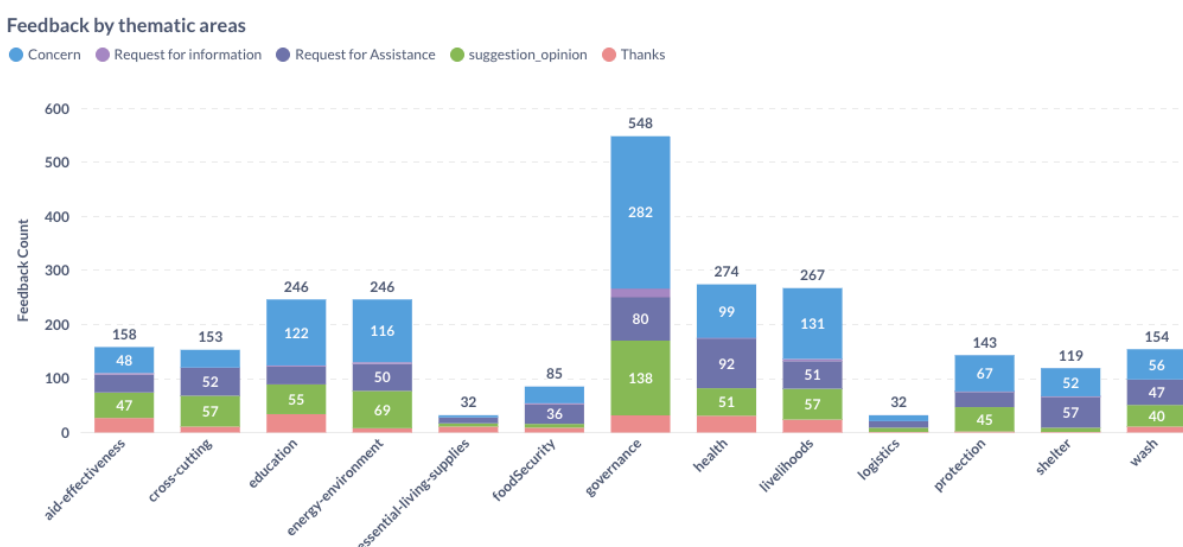
De nombreuses femmes décrivent la lutte quotidienne pour protéger et nourrir leurs enfants dans ces conditions de grande précarité. Les femmes enceintes évoquent fatigue, malnutrition et absence de suivi spécialisé, accentuant leur vulnérabilité.

Catégories de retours d'information

Les communautés à travers la RDC ont exprimé une diversité d'expériences au cours du dernier trimestre. Plus de la moitié des retours (52 %) concernaient des préoccupations urgentes, allant de l'insécurité et l'accès limité aux services de base aux difficultés économiques qui façonnent la vie quotidienne. Viennent ensuite les demandes d'assistance (21 %), témoignant de besoins urgents, en particulier dans les zones touchées par les déplacements. Par ailleurs, 19 % des retours contenaient des avis et suggestions, montrant que les populations ne se contentent pas de souligner les problèmes, mais cherchent également des solutions et des moyens d'améliorer leurs communautés. Les expressions de gratitude (8 %) rappellent que, malgré les difficultés, les efforts locaux et humanitaires sont reconnus et appréciés.

Ces retours ont porté sur un large éventail de secteurs, allant de la gouvernance, des moyens de subsistance, de l'éducation, de l'hébergement, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de la sécurité alimentaire, à d'autres domaines humanitaires et de développement, soulignant la nature vaste et interconnectée des défis auxquels les communautés sont confrontées.

Figure 2: Retours d'information ouverts par domaine thématique (since June)¹



Préoccupations

Au quatrième trimestre, les préoccupations représentaient le type de retour le plus courant, avec **230 retours d'information (52 %)**.

La répartition géographique montre une forte concentration dans les zones touchées par la crise. L'Est de la RDC totalise 145 préoccupations, le Nord-Kivu représentant la part la plus importante (26 %), suivi de l'Ituri (14 %), du Sud-Kivu (13 %), du Maniema (5 %) et du Tanganyika (3 %). En dehors de l'Est, Kinshasa apparaît également comme un foyer significatif de préoccupations (12 %), illustrant la persistance de défis urbains.

Le profil thématique des préoccupations met en évidence la prédominance des préoccupations liées à la **gouvernance et au fonctionnement des services publics**. Celles-ci représentent environ 50 % des préoccupations (116 sur 230) et portent principalement sur la sécurité et la stabilité, ainsi que sur des dysfonctionnements persistants tels que les salaires impayés, la protection sociale, la gestion des fonds publics, l'état de droit, l'accès aux documents civils et les transports. Les retours font ressortir des difficultés récurrentes tant dans l'environnement sécuritaire que dans le fonctionnement des services publics. Les signalements fréquents de salaires impayés ou retardés chez les enseignants, les agents de santé et les fonctionnaires sont associés à des grèves, des fermetures d'écoles et une baisse de l'accès aux soins, illustrant l'impact direct des défaillances de gouvernance sur les services essentiels. Les communautés soulignent également les faiblesses des systèmes administratifs et des infrastructures de transport, perçues comme des obstacles majeurs à la mobilité, aux moyens de subsistance et à l'accès aux services de base. Dans l'ensemble, ces retours

¹ Le total indiqué au-dessus des barres inclut toutes les thématiques ainsi que les types de retours généraux. Par conséquent, cette valeur sera légèrement supérieure à la somme des thématiques spécifiques présentées.

traduisent de fortes attentes envers une action publique plus efficace pour renforcer la stabilité et assurer la continuité des services essentiels.

Les préoccupations liées aux moyens de subsistance représentent environ 22 % (51) de l'ensemble des préoccupations, tandis que celles relatives à l'éducation comptent pour environ 17 % (38). Ces retours témoignent d'inquiétudes persistantes quant à la capacité des ménages à subvenir à leurs besoins, à assurer leur survie quotidienne et à garantir l'accès à une éducation sûre et fonctionnelle pour leurs enfants. Au-delà des besoins humanitaires immédiats, les communautés expriment de plus en plus leurs préoccupations face à des facteurs structurels qui fragilisent la stabilité, limitent l'accès aux services essentiels et compromettent les perspectives de relèvement à long terme.

Demandes d'assistance

Les demandes d'assistance comptaient pour **93 retours (21 %)**. Elles proviennent presque à parts égales de femmes (49 %) et d'hommes (51 %).

Des différences apparaissent toutefois dans la nature des demandes exprimées. Les femmes mettent plus souvent l'accent sur la survie quotidienne et les responsabilités liées aux soins et au soutien du ménage, notamment l'alimentation, l'accès à l'eau, les soins de santé pour les enfants et les femmes enceintes, ainsi que les besoins essentiels du foyer. Les hommes formulent davantage de demandes liées à la protection, la sécurisation des biens, aux moyens de subsistance et à l'accès aux services de base, tels que la santé et l'éducation, en soulignant plus fréquemment les impacts à l'échelle communautaire.

À travers la RDC, les demandes des communautés reflètent des besoins urgents et diversifiés. Dans les zones non affectées par les conflits, les communautés demandent principalement un soutien pour la santé et l'éducation, l'accès à l'eau potable et aux médicaments, la prise en charge des enfants et des femmes enceintes, ainsi que l'appui à la restauration des moyens de subsistance, notamment par la fourniture d'intrants agricoles et la réhabilitation des infrastructures locales.

Les populations confrontées à des aléas naturels tels que fortes pluies, inondations, érosions ou incendies, ou à des déplacements liés aux conflits, recherchent une assistance pour reconstruire leurs habitations, sécuriser des abris temporaires et accéder à la nourriture et à l'eau. Les familles déplacées soulignent particulièrement le besoin urgent d'abris sûrs et accessibles, de matériaux de reconstruction et d'accompagnement pour la relocalisation.

Dans les zones touchées par les violences armées, les besoins se concentrent fortement sur la protection et la sécurité, avec des appels urgents à la protection des familles, à la prévention des violences, à l'accès aux soins malgré les déplacements et au maintien de la scolarité. Ces communautés signalent des déplacements massifs, la perte de biens et de récoltes, la perturbation des services de santé et la malnutrition

infantile. Au total, **66 demandes sur 92 (72 %) proviennent des provinces de l'est de la RDC**, où les déplacements, l'insécurité et la perturbation des services créent des besoins humanitaires aigus.

La thématique de la **santé** représente le plus grand nombre de demandes, soit 26 % de l'ensemble des retours, avec une contribution équilibrée entre femmes et hommes. La majorité de ces demandes (19 sur 24) provient du Nord et du Sud-Kivu, illustrant les difficultés particulières d'accès aux soins médicaux dans cette région. Les communautés affectées par les violences armées à Walikale, Minembwe et Mwenga signalent de grandes difficultés pour accéder même aux soins de base, tandis que les travailleurs de première ligne à Goma, Walikale et Buguri soulignent que le manque de personnel, de fournitures et d'infrastructures opérationnelles fragilise davantage la prestation de soins.

Certaines demandes mettent également en évidence des **défis structurels à long terme**, tels que la régularisation foncière, le soutien aux enseignants et le paiement des salaires, la fiabilité des télécommunications, la protection de l'environnement et la reconstruction des infrastructures publiques, ce qui souligne la nécessité d'une réponse combinant assistance immédiate et interventions visant à renforcer la résilience à long terme.

« Chaque jour est un combat pour nourrir mes enfants. Parfois, nous n'avons qu'un repas par jour et je ne sais pas comment nous allons tenir le mois. La situation est désespérante et je supplie les organisations humanitaires et les autorités de venir en aide à nos familles avant qu'il ne soit grave. Sans assistance nous risquons de perdre nos enfants à cause de la faim. »

Marie, 37 ans, Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental)

« Chaque jour nous attendons le ravitaillement en médicaments avec une grande impatience. Mes enfants ont encore de la fièvre et certains ont la diarrhée mais il n'y a rien pour les soulager correctement. J'ai peur que la situation s'aggrave j'appelle les autorités et partenaires humanitaires à agir vite pour que nous puissions être soignés dignement. »

Pascaline, 27 ans, Walikale (Nord-Kivu)

Opinions et suggestions

Entre octobre et décembre 2025, **82 retours (19%)** expriment des opinions et des suggestions, témoignant d'un engagement actif des communautés sur les enjeux qui les concernent. Les auteurs de retours commentent non seulement les interventions humanitaires et de développement, mais aussi la gouvernance, la sécurité, la protection sociale et environnementale, ainsi que les conditions économiques.

Les retours liés à la **sécurité** font ressortir des opinions claires et détaillées. En Ituri, au Nord et Sud-Kivu, à Maniema, Tanganyika et à Kinshasa, les auteurs insistent sur la nécessité de soutenir la paix par la réinsertion effective des ex-combattants, des programmes de démobilisation, le désarmement et le renforcement de la protection des civils. Ils soulignent l'importance de favoriser la réconciliation communautaire, de

créer des espaces sûrs pour les jeunes, de maintenir la surveillance des forces militaires et policières, et de renforcer la confiance entre autorités et communautés. Plusieurs retours relient la sécurité à la stabilité générale, rappelant que sans moyens de subsistance, reprise économique, cohésion sociale et engagement continu avec les communautés locales, le risque de violences reste élevé.

Les retours sur la **santé** incluent souvent des suggestions d'amélioration des services et systèmes. À Kisangani (Tshopo), Walungu (Sud-Kivu), Maniema, Mweka et Dekese (Kasaï), Masisi et Rutshuru (Nord-Kivu), ainsi qu'à Bunia (Ituri), les auteurs commentent la prévention du VIH, le dépistage du cancer, Ebola, les campagnes de vaccination, la santé mentale, la santé maternelle et infantile, et l'accès aux soins. Les suggestions portent sur le renforcement du dépistage et de la prévention, la gratuité des tests, la sensibilisation communautaire, l'amélioration du diagnostic et le soutien aux acteurs humanitaires et sanitaires. Les messages insistent sur l'importance de soins à long terme, d'un engagement proactif avec les communautés et de mesures de prévention parallèlement aux réponses d'urgence.

Les retours liés aux **moyens de subsistance** se concentrent sur les conditions économiques actuelles et les recommandations d'action. Au Nord-Kivu, Ituri, Lomami, Tanganyika, Maï-Ndombe et Sud-Kivu, plusieurs auteurs suggèrent de fournir aux agriculteurs des semences, outils, tracteurs et appui technique d'agronomes pour améliorer la production, restaurer les champs affectés et limiter les pertes futures. Dans le Maï-Ndombe, la réhabilitation des routes agricoles est considérée comme essentielle pour faciliter l'accès aux marchés et augmenter les revenus. À Kinshasa et dans le Haut-Katanga, certains auteurs saluent la baisse récente des prix mais recommandent de poursuivre la régulation, de surveiller les grands commerçants et de prévenir la spéculation afin de maintenir l'accès aux biens de première nécessité et la stabilité monétaire. À Kinshasa, ils suggèrent également de soutenir les coopératives et petites entreprises par la formation, l'encadrement et les ressources pour développer les activités, retenir les jeunes et renforcer les économies locales. En Ituri et à Tanganyika, certains relient les moyens de subsistance à la consolidation de la paix, recommandant un appui aux retours et aux ex-combattants par des activités génératrices de revenus durables.

Plusieurs retours sur l'**éducation** concernent le fonctionnement du système scolaire et des suggestions d'amélioration. En Ituri et à Maniema, plusieurs auteurs indiquent que des salaires irréguliers et insuffisants fragilisent le système éducatif et recommandent de stabiliser les paiements et de mettre en place un soutien durable pour retenir les enseignants. Les retours en Ituri soulignent également que la scolarité des enfants est affectée par les stratégies de survie des ménages, et suggèrent un renforcement de la supervision parentale et la priorité à la scolarisation. Au Nord et Sud-Kivu, certains auteurs accueillent favorablement l'introduction de nouveaux examens d'anglais, mais précisent que leur succès dépend de la formation des enseignants, de supports pédagogiques adaptés et de la préparation pratique des élèves. Au Sud-Kivu, certains

pensent que les initiatives de reconstruction devraient intégrer la réhabilitation des écoles. À Kinshasa, les retours mettent en avant les aspects positifs des diplômes numériques et suggèrent d'étendre ces systèmes pour faciliter l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur et à l'emploi. Dans toutes les provinces, certains auteurs insistent sur l'inclusion des enfants en situation de handicap, au-delà des engagements formels, notamment dans les écoles et les communautés locales.

Les retours provenant de Kinshasa, Goma, Bukavu, Masisi, Katanda, Bunia et d'autres provinces soulignent le besoin de mesures concrètes en matière d'**environnement et d'énergie**. Beaucoup insistent sur la reforestation et la plantation d'arbres pour renforcer la résilience climatique, protéger les sols et prévenir les catastrophes, et encouragent la participation active des jeunes et des communautés. Les retours recommandent de soutenir l'agriculture et la conservation des sols, notamment via la promotion de pratiques agricoles durables et l'agriculture biologique pour préserver les écosystèmes. En milieu urbain, les préoccupations concernent le drainage et la gestion des déchets, avec des recommandations pour améliorer la collecte, l'entretien des systèmes de drainage et l'engagement communautaire pour prévenir inondations et stagnation des eaux. Plusieurs auteurs demandent également une mise en œuvre effective des politiques climatiques, le suivi des engagements COP, la réduction des déchets plastiques et la protection des rivières soutenant les économies locales. Concernant l'énergie, certains encouragent le développement de solutions renouvelables et durables, ainsi qu'une utilisation responsable des ressources naturelles, en soulignant l'importance de relier la gestion des ressources au développement économique et à l'emploi des jeunes.

« Je salue le geste de ces anciens miliciens qui ont choisi de déposer les armes. C'est un signe d'espoir pour notre communauté mais il faut que leur prise en charge soit réelle et efficace. Si le programme de démobilisation ne les soutient pas correctement ils risquent de redevenir une menace. Nous demandons aux autorités de veiller à leur réinsertion à la réhabilitation de nos quartiers et à la création de conditions pour que tous vivent en sécurité et en paix. »

Claire, 55 ans, Kinshasa

« Beaucoup de familles déplacées ignorent encore comment enregistrer leurs enfants surtout dans les sites où les services d'état civil ne fonctionnent plus. J'appelle à une meilleure information donc lancer des larges campagnes et à un appui des autorités locales pour faciliter cette démarche. »

Adeline, 29 ans, Djugu (Ituri)

Remerciements

Entre octobre et décembre 2025, **35 (8%) expriment de la gratitude**, traduisant l'appréciation des interventions et initiatives qui ont eu un impact positif sur les communautés en RDC.

De nombreux auteurs remercient les actions dans le domaine de la **santé**, notamment les campagnes de vaccination humaine et animale, les soins maternels et infantiles, ainsi que les interventions chirurgicales comme la réparation des fistules obstétricales. La fin officielle de l'épidémie d'Ébola a également été saluée comme un moment de soulagement et de joie. Les professionnels de santé ont apprécié la mise à disposition d'équipements médicaux et d'outils de chaîne du froid, permettant des soins plus sûrs et efficaces. Ces retours proviennent de Mahagi et Bunia (Ituri), Kalehe (Sud-Kivu), Moba et Kalemie (Tanganyika), Bandundu-ville et Bikoro (Équateur), ainsi que de Kinshasa, avec des acteurs tels que l'UNICEF, MSF et la Fondation Artemedis mentionnés.

Les communautés ont exprimé leur reconnaissance pour les mesures de **sécurité**, incluant les patrouilles de la MONUSCO, le déminage et d'autres initiatives qui ont restauré un sentiment de sécurité, permettant aux agriculteurs de cultiver, aux enfants de jouer et aux familles de circuler librement. Certains messages ont également salué les accords de paix offrant l'espoir d'une vie plus sûre. Ces retours concernent des zones affectées par les crises, notamment Beni, Irumu, Djugu, Djaudha, Walikale et Mahagi (Ituri).

Les auteurs remercient également le soutien à l'**agriculture et aux activités économiques**, notamment les formations agricoles, les semences améliorées, les outils et l'accompagnement technique (programmes comme le PNDA), qui ont permis d'accroître la production, l'accès aux marchés et la sécurité alimentaire. La réhabilitation des routes et infrastructures a également été mise en avant comme source de remerciement, facilitant le commerce et réduisant les pertes. Ces retours proviennent de Kananga (Kasaï-Central), Mweka (Kasaï), Walikale et Bwahungu (Sud-Kivu), Lomami et Seke-Banza (Congo Central).

Dans le secteur de l'**éducation**, certains auteurs ont félicité également la réouverture des écoles, la remise ponctuelle des bulletins et l'innovation en termes de diplômes numériques qui facilitent la vérification et l'accès à l'enseignement supérieur. Ces retours concernent Moba (Tanganyika), Kindu (Maniema) et Kinshasa.

De nombreux messages remercient la distribution de **kits ménagers, de nourriture et de produits d'hygiène**, qui ont restauré la dignité, réduit l'anxiété et soutenu la survie quotidienne. Sont notamment cités la literie, le savon et les ustensiles de cuisine distribués aux ménages déplacés ou affectés par les crises, avec des interventions menées par le PAM/WFP et l'UNICEF. Ces retours proviennent de Moba et Kalemie (Tanganyika), Bikoro (Équateur), Tchomia (Ituri), Kinshasa et N'Djili (Kinshasa).

Malgré leur gratitude, de nombreux auteurs soulignent que ces interventions restent souvent ponctuelles, inégalement réparties ou fragiles, et appellent à un soutien durable, à une extension aux zones rurales et aux communautés touchées par les crises, ainsi qu'à un rôle renforcé des autorités pour garantir la pérennité des actions.

« Quand nous sommes arrivés ici, nous n'avions rien et dormions à la belle étoile avec les enfants. Recevoir les kits de l'UNICEF nous a soulagés. Nous avons maintenant des couvertures, des casseroles et des ustensiles pour cuisiner. Cela nous donne un peu d'espoir et de sécurité pour nos familles. »

Rita, 29 ans, Djugu (Ituri)

« Quand j'ai appris que les sages-femmes venaient avec une clinique mobile, j'ai senti un vrai soulagement. Avant, il fallait marcher plusieurs kilomètres pour trouver de l'aide, même quand on avait des douleurs fortes. Aujourd'hui, elles sont ici, elles écoutent, elles rassurent. J'ai accouché sans peur avec des soins comme dans une grande maternité. C'est la première fois que je me sens vraiment en sécurité pour mon bébé et moi. »

Joelle, 28 ans, Kalehe (Sud-Kivu)

Efficacité de l'aide et des services²

À la fin du quatrième trimestre, 38 retours provenant de la RDC ont été enregistrés concernant l'efficacité de l'aide.

Les perturbations et suspensions des services demeurent un problème majeur, qu'il s'agisse de distributions alimentaires, de soins médicaux ou de programmes de soutien social. Par exemple, la suspension du soutien de MSF dans le Maniema et l'arrêt de l'aide aux centres de santé à Goma (Nord-Kivu) ont laissé ces structures dans l'incapacité de prendre en charge les enfants malnutris, les survivants de violences sexuelles et basées sur le genre, et les femmes enceintes. À Beni, l'incertitude sur une éventuelle fermeture des bureaux de l'UNICEF suscite des inquiétudes quant à la continuité du soutien en matière de nutrition et d'éducation pour les enfants. En Ituri, il a été signalé que les distributions irrégulières du Programme Alimentaire Mondial (PAM) laissent les familles déplacées sans nourriture suffisante.

L'accessibilité de l'aide et des services est régulièrement soulignée comme une préoccupation majeure dans plusieurs provinces. Les communautés décrivent souvent les services comme difficiles d'accès, tant sur le plan physique que financier, même lorsqu'ils existent. Beaucoup signalent devoir parcourir de longues distances, attendre plusieurs heures ou supporter des coûts élevés pour accéder à l'eau, aux soins de santé, aux vaccinations ou aux services administratifs. Cette situation est particulièrement visible au Kasai-Oriental (Mbuji-Mayi), dans le Maniema (Kabambare), à Kinshasa et dans certaines zones de Goma, où les familles passent des heures

² Au troisième trimestre, Loop a lancé un domaine thématique d'analyse intitulé « Efficacité de l'aide », visant à recueillir la perception des communautés sur différents aspects de la mise en œuvre de l'aide. La liste de Loop comprend : l'accessibilité de l'aide ; les processus de mécanismes de retour d'information (CFM) ; la communication, la sensibilisation et les supports ; les perturbations ou suspensions de l'aide ; l'équité dans la distribution de l'aide ; l'inclusion dans l'aide ; les processus de participation et de représentation ; la qualité de l'aide ; la quantité de l'aide ; la pertinence de l'aide ; la sécurité lors de la distribution de l'aide ; et la rapidité de mise à disposition de l'aide.

chaque jour à chercher de l'eau, alors que la hausse des prix la rend inabordable pour beaucoup. L'accès aux soins est souvent limité par la distance, les pénuries de médicaments, la faible couverture et l'insécurité. Les communautés de Minembwe et d'Uvira se disent presque complètement coupées des soins et des marchés, tandis qu'en Ituri et au Nord-Kivu, l'insécurité et les déplacements restreignent encore l'accès à l'aide et aux services.

La quantité et la portée de l'aide sont régulièrement jugées insuffisantes. Les familles déplacées et les communautés hôtes de Walikale (Mutongo, Manyema), Rimba (Ituri), Mwesso (Masisi), Minembwe (Sud-Kivu) et Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) signalent des rations alimentaires insuffisantes, des kits qui ne couvrent pas tous les membres du foyer et des aides qui ne répondent pas aux besoins spécifiques des femmes enceintes, des enfants malnutris ou des survivants de violences sexuelles et basées sur le genre. Les établissements de santé expriment des préoccupations similaires: certains centres de Goma (Ushirika), du Maniema (Kabambare) et d'Uvira signalent des pénuries de médicaments essentiels, de fournitures nutritionnelles, de kits d'hygiène et d'équipements, ce qui limite la qualité

Des **inégalités dans la distribution des aides** sont parfois mises en avant. En Ituri (Rimba, Tchomia), à Kindu (Maniema), à Walikale (Nord-Kivu) et à Kinshasa, des familles signalent être exclues malgré des vulnérabilités comparables, alors que d'autres reçoivent un soutien disproportionné ou répété. Bien que ces perceptions d'injustice soient moins fréquentes que les problèmes d'accès ou d'insuffisance, elles contribuent à un sentiment d'exclusion et d'iniquité.

« J'ai appris que l'UNICEF allait fermer son bureau ici. J'ai une inquiétude. Dans cette ville, ce sont souvent eux qui intervenaient en premier quand les enfants étaient malnutris ou quand les écoles avaient besoin d'appui. Nous avons déjà du mal à faire face aux violences et au manque de services. On espère seulement que cette décision ne va pas oublier les enfants de Béni parce que ce sont eux qui souffrent en premier. »

Faraja, 53 ans, Beni (Nord Kivu)

« Le prix de l'eau est devenu très élevé ici. Avec mon petit salaire, je ne peux pas acheter assez pour ma famille. Je fais parfois plusieurs aller-retour, plus longtemps, sous le soleil, avec mes enfants derrière moi. Chaque jour cette recherche d'eau me fatigue et me stresse. On a besoin d'aide urgente mais avant on se sent abandonnés. »

Judith, 25 ans, Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental)

Retours sensibles

Nombre et profil démographique

Au total, **46 rapports sensibles ont été collectés par APL-RDC** lors de ses activités de suivi auprès des communautés dans plusieurs régions de la République démocratique du Congo et soumis via la plateforme Loop. Ces retours reflètent un large éventail de préoccupations en matière de protection, de niveaux élevés d'insécurité, de violations

des droits humains, de lacunes dans la prestation des services et de besoins humanitaires urgents. Certains rapports ont été classés comme sensibles car ils contenaient des informations sur des incidents liés à la sécurité, tels que des assassinats et des attaques armées impliquant des acteurs étatiques ou non étatiques.

Genre and âge

Parmi ces 46 rapports sensibles, la majorité des auteurs étaient des hommes (37), contre 8 femmes. Au moins un auteur n'a pas précisé son genre et a partagé un retour représentant sa communauté. La majorité des rapports provenait d'adultes âgés de 30 à 59 ans (27). Deux rapports ont été soumis par des adolescents âgés de 14 à 17 ans, un par un jeune adulte de 18 à 29 ans, et quatre par des personnes âgées de 60 ans et plus. Les autres auteurs n'ont pas précisé leur âge.

Handicap, minorités and vulnérabilités

Aucun retour ne mentionnait explicitement des auteurs ou personnes affectées en situation de handicap.

Au moins 12 rapports provenaient de membres de la minorité ethnique Banyamulenge, principalement à Fizi et Uvira. Les auteurs décrivent une peur aiguë et une détresse, dans un contexte d'insécurité sévère, de restrictions de mouvement et d'accès limité aux marchés et à l'aide. Plusieurs font état d'un sentiment de ciblage collectif et de discrimination, ainsi que de préoccupations concernant des attaques contre les domiciles et individus, affectant particulièrement la communauté Banyamulenge. Ces messages appellent fréquemment à la protection des civils sans distinction, à la restauration de la liberté de circulation, à l'accès à l'aide humanitaire et au respect des droits de toutes les communautés.

Au moins 7 rapports proviennent de personnes déplacées internes, principalement en Ituri (Djugu, Irumu), au Nord-Kivu (Masisi) et au Sud-Kivu (Mwenga, Fizi). Ils soulignent des schémas récurrents de fuite soudaine due à la violence armée, la peur de rentrer chez soi, la séparation familiale et une détresse psychologique importante. Plusieurs auteurs signalent des besoins urgents en protection, soutien psychosocial et aide humanitaire.

Localisation

Géographiquement, les 46 rapports sensibles proviennent de plusieurs provinces de RDC. La majorité provient du Sud-Kivu (41 %), en particulier Uvira, Fizi et Mwenga, reflétant la forte concentration d'insécurité et de préoccupations en matière de protection. Viennent ensuite l'Ituri (22 %), notamment Djugu, Mambasa, Irumu, Bunia et Mahagi, et le Nord-Kivu (20 %), en particulier Rutshuru, Lubero, Masisi, Butembo et Walikale. Un plus petit nombre de rapports proviennent de Tshopo (9 %) et du Tanganyika, Kasai-Central, Sankuru et Bas-Uele (2 % chacun), montrant que des

problématiques sensibles sont signalées dans plusieurs régions, avec une concentration maximale dans les provinces affectées par le conflit.

Catégories de retours sensibles

Insécurité et violations des droits humains

La majorité des auteurs rapportent une insécurité généralisée et des violations des droits humains dans plusieurs provinces, dont le Sud-Kivu, le Nord-Kivu, l'Ituri, le Tanganyika et le Tshopo. Plusieurs auteurs décrivent une peur constante en raison de la présence et des activités de groupes armés. Des attaques contre les domiciles, pillages et destructions de biens sont fréquemment mentionnés, tandis que routes et marchés sont souvent bloqués, limitant la liberté de circulation et l'accès aux services essentiels.

Au Sud-Kivu, de nombreux auteurs soulignent qu'une multitude d'acteurs armés crée un environnement très instable: les marchés sont inaccessibles, les déplacements dangereux et les civils se sentent piégés dans des zones d'hostilités actives. Au Nord-Kivu et en Ituri, des incursions violentes, pillages et décès sont également signalés, imputables aux groupes rebelles et aux milices. Au Tanganyika et au Tshopo, l'absence de police ou de forces de sécurité accentue la vulnérabilité des populations, les laissant exposées aux attaques armées et à la criminalité.

Les préoccupations liées à la terre et à la propriété accompagnent systématiquement les problèmes de sécurité. De nombreux auteurs indiquent que des foyers ont perdu maisons ou terres, compliquant la subsistance, le retour sécurisé et l'accès aux biens essentiels. La combinaison de menaces physiques, pertes de biens et restrictions de mouvement affecte fortement la sécurité et la dignité des populations.

Besoins humanitaires

La majorité des auteurs soulignent des besoins humanitaires urgents, particulièrement pour les populations déplacées et les réfugiés dans les zones affectées par le conflit et frontalières. Plusieurs auteurs rapportent des périodes prolongées sans accès à la nourriture, aux soins de santé ou à l'éducation. Les déplacements forcés par les attaques armées obligent les familles à se réfugier dans des abris temporaires, souvent dans des conditions difficiles.

Dans le Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri, Tanganyika et Bas-Uele, les auteurs décrivent régulièrement des semaines d'isolement, un manque de fournitures essentielles et un accès limité à l'aide. Dans le Bas-Uélé, où de nombreux réfugiés centrafricains ont traversé la frontière, les retours suggèrent un soutien limité, ce qui accentue la pression sur les ressources et services déjà rares dans les communautés d'accueil.

Protection de l'enfance et VBG

Bien que les auteurs ne rapportent pas explicitement d'incidents de violence basée sur le genre ou d'abus sur mineurs, plusieurs soulignent que les conditions décrites exposent femmes et enfants à des risques accrus. Les déplacements, la séparation familiale lors des attaques et l'accès restreint à l'éducation ou aux soins créent des préoccupations indirectes mais significatives en matière de protection. Les foyers monoparentaux, veufs ou dirigés par une femme sont particulièrement vulnérables aux insécurités économiques et physiques. La majorité des auteurs insistent sur le fait que la protection de l'enfance et les approches sensibles au genre doivent être intégrées aux réponses humanitaires et de protection, compte tenu des risques accrus auxquels ces groupes sont exposés dans les zones affectées par le conflit.